

Kadhafi, le meilleur ennemi de Sarkozy ?

Par **Didier LUCAS** et **Inès CARBONELL**

Revue Limès, cahier spécial, « La guerre de Lybie », Avril 2011

Cet article questionne les raisons et les enjeux de la position de la France dans le traitement de la crise en Libye. Le leadership improvisé de Paris est le fruit d'une politique étrangère affaiblie structurellement (1^{ère} partie), contextuellement (2^e partie) et par la volonté de Nicolas Sarkozy de maintenir l'influence de la France dans un pays aux forts enjeux géoéconomiques (3^e partie).

Grandeur et misère du Quai d'Orsay

Depuis son accession à la présidence de la République en 2007, Nicolas Sarkozy s'évertue avec le style qui le caractérise à doter la France d'une politique étrangère à l'image de son passé prestigieux : ambition, souveraineté et universalité. Tels sont les credo de son projet. Son activité très intense durant le conflit russo-géorgien traduisait déjà la volonté de figurer au cœur des cercles de décision internationale. Son rôle de pacificateur durant cette guerre estivale n'a pas suffi à donner au président français l'éclat ou l'influence qu'il recherchait et qu'il affectionne. À cet égard, sa position très radicale sur la question libyenne soulève des interrogations sur la finalité et l'opportunité de l'intervention française. Les questions humanitaires mises à part qui justifieraient un droit d'ingérence international nécessitent surtout de considérer le bien fondé d'une politique qui semble davantage le fruit d'une « opportunité tactique » que d'une vision stratégique fondée sur une concertation équilibrée avec nos partenaires afin de trouver une solution diplomatique satisfaisante.

D'aucun en France considère que la politique étrangère française n'a plus depuis fort longtemps les moyens de ses ambitions. Ainsi, la diplomatie nationale serait en danger. Plusieurs facteurs tendent à expliquer une vision aussi alarmiste du recul de l'influence et du rayonnement tricolore. Tout d'abord, le réseau diplomatique français n'est plus à la hauteur du statut d'un membre du Conseil de sécurité des Nations-unies. En terme d'effectifs, le Quai d'Orsay ne pèse guère au regard d'autres ministères. Sur les 16 100 fonctionnaires du ministère des Affaires Etrangères, seul un tiers est véritablement constitué de diplomates. Le reste du personnel comprend des agents détachés d'autres administrations, ceux-ci constituent majoritairement ce qu'il convient d'appeler le corps de soutien. La baisse de 11% des effectifs depuis une décennie, rendue obligatoire par la nécessité de mieux maîtriser les dépenses publiques, contribue à affaiblir une administration dont la capacité de projection dans les grandes enceintes internationales n'a jamais été aussi prononcée. Sur le plan budgétaire, les 4,5 milliards d'euros de dotation, en hausse de 4,7%, ne sauraient cacher que les contributions de la France aux organisations internationales ont doublé ces dernières

années. Ainsi, le budget réel du Quai d'Orsay n'a pas augmenté. En réalité, il a même fortement diminué. Pour autant, il ne faudrait pas condamner Nicolas Sarkozy sur ces considérations d'intendance et de logistiques qui s'inscrivent dans un effort de modernisation de l'appareil public hexagonal.

En revanche, les critiques à l'encontre du chef de l'État sont autrement plus dures en ce qui concerne sa politique étrangère qui oscillerait entre errements trop opportunistes et absence d'une grande vision stratégique. C'est ce que dénonce le collectif Marly, réseau anonyme de diplomates en poste ou en retraite. Malgré un atlantisme de fait, les relations avec les États-Unis sont loin d'être excellentes. Quant au dialogue avec la Chine, il est désormais particulièrement difficile. Dès lors, la visibilité du corps diplomatique français, sa capacité de manœuvre sur la scène internationale s'en trouvent amoindries. Cela aboutit aux désastres du début de l'année 2011.

La cécité stratégique face aux révoltes arabes

Tout a été dit et écrit sur l'attitude de la France à l'occasion des événements qui précipitèrent la chute des régimes tunisiens et égyptiens. Fondamentalement, il ne s'agit pas de critiquer l'incapacité à prévoir ces révoltes populaires. Les autres grandes chancelleries européennes n'ayant guère été plus efficaces, il serait injuste de rejeter la totalité des responsabilités sur le corps diplomatique. D'ailleurs, celui-ci signalait dès les premières manifestations en Tunisie au début du mois de janvier, les possibilités de soulèvement de grande ampleur. Ce qui pose problème en réalité, c'est le manque de réaction de Nicolas Sarkozy face à des événements qui s'inscrivaient dans le sens de l'histoire. Lorsque la voix du pays des droits de l'homme est absente du débat international public c'est l'image de la France qui s'en trouve altérée. C'est la France elle-même qui perd de sa légitimité.

Ajoutons que la gestion de « l'affaire Michèle Alliot-Marie » a contribué à fragiliser un exécutif qui décidément n'avait pas besoin d'un tel scandale. Il est donc aisé au travers de ces quelques éléments d'expliquer les raisons du hors jeu diplomatique français cet hiver. Heureusement, c'était sans compter sur Mouammar Khadafi dont la politique répressive à l'égard de son peuple a offert à Nicolas Sarkozy une opportunité unique pour revenir en première ligne. Il est vrai, que répondre à des manifestations par le recours à l'aviation de chasse, à l'artillerie lourde et aux blindés n'invite guère à la recherche d'une solution pacifique par la voie de conciliations multilatérales. Plusieurs interrogations surviennent dès lors : pourquoi Nicolas Sarkozy s'est-il soudainement mué en Hérault de la liberté ? La France avait-elle vocation à prendre la tête d'une coalition qui n'en est pas vraiment une ? L'adoption d'une position tranchée et aussi affirmée à l'égard de Kahdafi était-elle justifiée ?

Reconnaissons à Nicolas Sarkozy un mérite immense. Il sait qu'en politique étrangère l'inaction est souvent coupable. Il a compris que son attitude et celle de son gouvernement n'a pas été irréprochable durant les deux mois écoulés. Selon lui, il vaut toujours mieux agir

plutôt que ne rien faire. Pour redorer l'image de la France, le chef de l'État a considéré qu'il fallait prendre l'initiative. C'est un principe stratégique élémentaire. En l'occurrence, l'initiative française de reconnaître le Conseil national de transition libyen relevait d'un impératif, celui de devancer les autres capitales européennes. Cette démarche unilatérale, effectuée sans concertation a surpris les dirigeants internationaux. Quels enseignements peut-on tirer de cette audace politique ? La France va-t-elle se retrouver isolée ou va-t-elle entraîner ses partenaires à ses côtés ? La résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU lui offre une liberté d'action qui lui permet de se maintenir aux avant-postes. Même si militairement, ce sont les américains qui détiennent le leadership sur les opérations dans le cadre de l'OTAN, c'est bel et bien Paris qui s'est imposé contrairement à l'Italie, le grand partenaire économique de la Libye.

Une perspective géoéconomique de la crise en Lybie

La présidentialisation de la fonction de chef de l'État voulue par Sarkozy recèle de vertus classiques, notamment le renforcement des pouvoirs au détriment du reste du gouvernement. Cela confère davantage de souplesse dans la gestion des dossiers et des chantiers prioritaires. Si ce cela n'est pas forcément vrai en ce qui concerne les affaires intérieures, cela fonctionne pour les domaines régaliens comme la politique étrangère. Le fonctionnement de l'exécutif durant les deux mandats de Clinton ont permis dans un autre contexte d'impulser des dynamiques très intéressantes en matière de diplomatie économique. Ce modèle recueille la faveur de Nicolas Sarkozy car il correspond à son tempérament. En revanche, la limite principale de cette approche réside dans la personnalisation de la politique et dans la cristallisation du résultat. Nul doute que le grave échec de la gestion de la révolution tunisienne va s'accompagner de sanctions officieuses à court et moyen terme. Dit autrement, ce sont des grands investissements, des contrats publics de premier plan, des opportunités d'alliance entre entreprises qui auraient pu échoir à des acteurs français qui seront réalisés avec d'autres compétiteurs. C'est le prix de la reconnaissance tardive de la légitimité du soulèvement tunisien. Dans un pays relevant de la sphère d'influence de la France, c'est un camouflet géoéconomique de premier ordre.

Dès lors, la Libye constitue une excellente deuxième chance. Outre le fait que Kadhafi s'est mué en dictateur, il est désormais de bon ton de rappeler que malgré son repentir il n'en a pas moins été terroriste. Comme Saddam Hussein avant lui, Kadhafi est devenu « un vrai méchant ». Peu importe qu'il ait été reçu à l'Élysée de manière fastueuse il y a peu, et que l'on ait cherché à lui vendre des Rafales par la même occasion. Si la résolution de l'ONU ne prévoit pas de renverser son régime, il est à parier que les opérations aériennes qui s'inscrivent comme le lancement d'une vraie guerre ne s'arrêteront pas à la seule interdiction du massacre de civils forcément innocents. L'ensemble de la communauté internationale sait qu'il convient d'assurer la stabilité des investissements qui ont été

réalisés dans le pays. Le contexte de cette guerre met donc en exergue le poids des intérêts multiples et conséquent qui nouent les économies libyennes et étrangères.

L'Italie, l'Espagne et la France parmi d'autres, sont extrêmement soucieux de la situation du climat économique local. Le maintien et le fonctionnement des réseaux de gazoducs et d'oléoducs qui approvisionnent l'Europe en gaz et en pétrole contribuent à la diversification des approvisionnements. Les sous-sols libyens recèlent 3% des réserves mondiales de pétrole. Les intérêts d'Endesa, de Gdf-Suez, de Sonatrach, d'Eni, de Respsol ou de Total pour ne citer que les compagnies les plus connues sont extrêmement forts. En cas de scénario improbable où Kadhafi se maintiendrait au pouvoir, le boycott de ces opérateurs privés serait immédiat et les conséquences stratégiques pour les États de la coalition se situeraient au niveau de leur future indépendance énergétique. 13% du pétrole consommé en Espagne provient de Libye, 15% en Allemagne, et 50% en Italie.

Dans la perspective française, ce sont 40 entreprises qui sont présentes en Libye, faisant de la France le 5^e partenaire étranger. Et les opportunités d'investissement, donc de création de valeur sont nombreuses : construction et travaux publics, secteur financier, environnement et eau, télécommunications, matériels ferroviaires, chantiers navals, etc. La Chine et la Russie ont parfaitement saisi les enjeux géoéconomiques de la guerre en Libye. Deux scénarios se profilent : la coalition fait chuter le régime de Kadhafi mais le futur pouvoir sera contraint de composer dans le choix de ses partenaires, notamment avec la Chine déjà très présente dans le pays. Autre hypothèse, la coalition échoue politiquement. Pékin et Moscou seront les grands vainqueurs de cette bataille pour les richesses libyennes. Ce marché en devenir est donc l'objet, au delà du devoir d'intervention pour secourir des populations civiles, d'intérêts économiques de premier plan. Paris a fait le choix de l'action car la France a davantage à gagner qu'à perdre. Cela n'est pas le cas de Rome, dont les intérêts commerciaux sont gravement menacés.

Khadafi peut-il « sauver » Nicolas Sarkozy ?

L'agenda électoral français avec la tenue des élections présidentielles au printemps 2012 impose à Nicolas Sarkozy de développer sa stature internationale. En matière de politique intérieure, ses échecs dans le domaine de la sécurité et de l'immigration, de la lutte contre le chômage et contre les injustices, d'accroissement de la dette publique ne sont pas contrebalancés par la réussite relative de sa réforme de l'État. La politique étrangère constitue une formidable vitrine pour se doter d'une envergure de premier plan. La présidence du G8/G20 n'offrant pas la tribune nécessaire car trop éloignée des attentes du grand public, une crise internationale s'inscrit comme un moment propice pour se faire entendre. En ce sens, l'attitude belliqueuse de Kadhafi et l'évolution de la guerre en Libye pourraient offrir un rebond salutaire et ménager le bilan du président Sarkozy. C'est un paradoxe troublant et désolant.